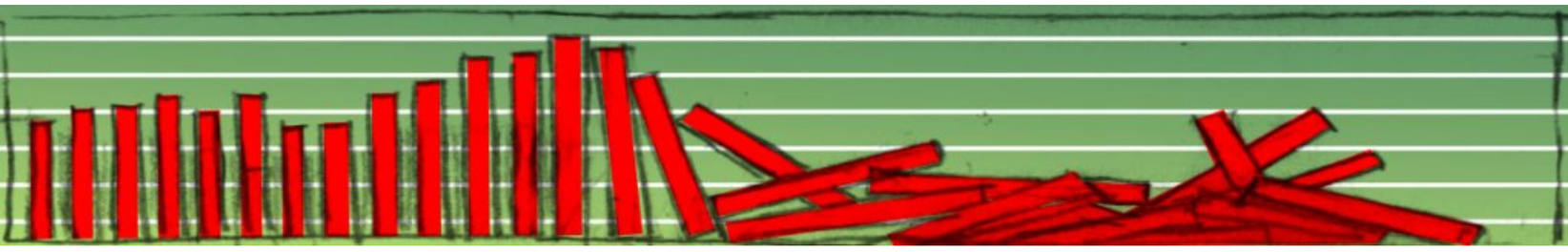
TOUT LE « DIPLO » SUR ÉCRANS POUR 3,90 € / MOIS JUSQU'AU 15 AOÛT

LE MONDE *diplomatique*



Il faut fermer la Bourse

Entretien avec Emmanuel Lévy, Marianne2, 8 mars 2010

Regret que Marianne2 n'ait pas retenu le titre original proposé par Emmanuel Lévy : « La Bourse à la corbeille ! »…

par Frédéric Lordon, 12 mars 2010

Emmanuel Lévy : Dans un long papier paru dans le Monde Diplomatique vous préconisez la fermeture de la Bourse. Est-ce vos options politiques de dangereux gauchiste désireux de couper des têtes, ou vos motivations s'inspirent-elles d'une argumentation compatible avec un monde capitaliste ?

Les idéologues libéraux, qui ont l'amnésie intéressée, voudraient faire oublier cette période du fordisme dans laquelle la finance a été cadenassée, la Bourse inexistante… et la croissance étincelante. Or que je sache, le fordisme, ça n'était pas le Gosplan ni les soviets mais bien le capitalisme. Mais la vraie réponse à cette question est ailleurs. Elle consiste à dire que, dans la logique même des entreprises d'aujourd'hui, la Bourse est une aberration : 1) les entreprises vont moins s'approvisionner en capital à la Bourse qu'elles n'y vont s'en faire dépouiller, puisque ce que les actionnaires leur extorquent (en dividendes et en rachat d'actions) finit par l'emporter sur ce qu'ils leur apportent, de sorte que ce n'est plus la Bourse qui finance les entreprises mais les entreprises qui financent la Bourse ! ; 2) la contrainte actionnariale censure une part de plus en plus importante de l'investissement en écartant les projets jugés insuffisamment rentables (et l'« insuffisance » commence à 10 % voire 15 %...), par conséquent la Bourse est un frein au développement économique ; 3) les entreprises sont soumises par l'actionnaire à des contraintes de gestion (modes managériales successives, court-termisme…) incompatibles avec la conduite de moyen-long terme de projets industriels ; 4) et le comble du paradoxe est atteint lorsque les actionnaires finalement découragent eux-mêmes le financement par action puisque les nouvelles émissions ont des propriétés dilutives…

Mais la Bourse s'est imposée dans le paysage, tout comme la météo ?

C'est là typiquement le genre d'énoncé qui offre un concentré pur de l'idéologie néolibérale : la naturalisation des faits sociaux. Alain Minc n'est pas capable de bâtir un « argument » économique sans invoquer la loi de la pesanteur. Or la Bourse est une forme institutionnelle, elle n'est pas sortie du cul d'une poule ni tombée du ciel. Elle a été faite de main d'homme. Par conséquent elle peut être défaite s'il apparaît qu'on y a plus d'avantages que d'inconvénients — ce qui me semble notoirement le cas. Il y a eu un moment où on s'est dit que l'institution « monarchie de droit divin » était pénible. Elle a fini dans le même panier que la tête du roi et depuis ça va mieux. On pourrait dire cependant que c'est bien la loi de la pesanteur qui a fait tomber le couteau de la guillotine… *Mutatis mutandis* bien sûr — on n'est pas des sauvages — il se pourrait, vu sous cet angle, que MM. Minc & Co découvrent un jour un aspect de la loi de la pesanteur qui ne leur était pas apparu.

La Bourse de Paris n'est-elle pas déjà fermée ? Le palais Brongniart n'est-il pas depuis longtemps transformé en mini palais des Congrès ?

C'est la seule chose vraiment regrettable puisque ça rend plus difficile sa destruction physique, dont les bonnes propriétés symboliques et carnavalesques ne devraient pas être méconnues. Au moins mai 68 avait eu la possibilité de mettre le feu au palais Brongniart… Mais vous-même feignez l'innocence et savez bien que la Bourse existe, simplement sous la forme moins spectaculaire de très gros serveurs informatiques bien planqués quelque part — où d'ailleurs ? Question intéressante, n'est-il pas ?

Les évolutions techniques en matière de finance que vous évoquez (je pense que cela sera le cas…) ont-elles profondément modifié le rapport de force entre la finance et l'économie productive ?

C'est bien peu de le dire. Et c'est précisément parce que ce rapport de force s'est renversé du tout au tout qu'il est urgent de remettre des limites au capital actionnarial qui n'en connaît aucune et, de lui-même, ne s'en imposera aucune. C'est pourquoi les appels à la modération qui ont pour nom « moralisation du capitalisme » sont d'une indigence qui partage entre le rire et les larmes. L'emprise acquise sur les firmes par le capital actionnarial au travers de la configuration présente du capitalisme est un fléau qu'on ne réduira que par les mêmes moyens qui l'ont imposé : une transformation radicale de structures. Des contraintes de gestion aberrantes et des effets d'anti-financement résument ce fléau qui naît bien moins de la dépendance financière des entreprises aux apporteurs de capitaux (les capitaux, les « apporteurs » les leurs prennent !) que du contrôle des équipes dirigeantes par le cours de Bourse : si les actionnaires sont mécontents, des ventes font baisser le cours, l'entreprise devient opéable… et le patron éjectable. L'histoire récente du capitalisme est (en partie) l'histoire d'une lutte de puissance entre deux fractions du capital : le capital financier et le capital industriel, le premier ayant reçu de la modification des structures un pouvoir inédit qui lui a permis de déposséder le second de son ancienne souveraineté. Et de lui imposer tout et n'importe quoi. Et à la fin le capital industriel passe le mistigri au salariat…

Les promesses faites par la finance, en réalité celles issues de la libéralisation des marchés, avec à la clé plus de croissance, plus de richesse, n'ont-elles donc pas été tenues ? Après tout, sans la Bourse, pas de Google, non plus de Microsoft ?

C'est vous qui le dites et il faudrait un ou deux arguments pour le soutenir. Que des Google ou des Microsoft soient apparus pendant la période de déréglementation financière ne prouve nullement que celle-ci soit la cause *sine qua non* de ceux-là. La seule chose dont on soit certain est que, sans Bourse, pas de Bill Gates et de Larry Page multi-milliardaires… On ne peut pas dire que ce soit un avantage économique indéniable. Il est vrai cependant que le financement des start-ups technologiques est l'argument de dernier recours pour justifier la finance actionnariale mais au travers de ce compartiment très spécial et en fait très étroit de l'amorçage et du *venture capital*. La perspective de l'introduction en Bourse y est présentée comme stratégique précisément du fait que le financement de l'innovation radicale est hautement incertain, finit mal neuf fois sur dix, et qu'il faut décrocher le pompon sur la dixième pour rattraper les neuf autres. Mais une telle économie de la péréquation est très concevable hors de la Bourse et on pourrait parfaitement l'imaginer opérée au travers d'instruments de dette un peu sophistiqués à base de taux d'intérêt variables indexés sur les profits des start-ups par exemple. Rien dans leur financement ne justifie incontestablement de maintenir un passage par la Bourse, à part le désir de l'enrichissement hors de proportion de créateurs d'entreprise et de *business angels* mus au moins autant par le projet de faire fortune que par celui de créer quelque chose.

Pour ce qui est de la contribution de la finance à la croissance, je vous suggère de comparer le taux de croissance moyen des trente glorieuses, donc sans finance dérégulée et avec une Bourse croupion (5% l'an en moyenne), et celui de la période de hourrah-dérégulation depuis deux décennies. L'affaire est vite vue. Et ceci n'est nullement un plaidoyer passéiste mais simplement l'idée — logique — qu'un contre-exemple suffit à ruiner une généralité. Dont nous ne devrions donc plus être prisonniers.

La fermeture de la Bourse peut elle s'envisager dans un seul pays ?

Pour le coup oui ! Ce sont toutes les mesures « intermédiaires » qui font hurler au péril de la fuite des capitaux. Mais en fermant la Bourse, c'est nous qui mettons les capitaux à la porte ! Et pour autant ceci ne signifie nullement une économie privée de fonds propres. L'idéologie actionnariale a fini par faire oublier que les capitaux propres, ce sont les entreprises qui les sécrètent par leurs profits… dont elles vont se faire dépouiller à la Bourse. L'autofinancement, le crédit bancaire et éventuellement des marchés obligataires constituent un mode de financement tout à fait viable de l'économie.

Une fois la bourse fermée, ou iraient les cerveaux bien formés que les super rémunérations issues de la finances attirent dans les salles de marché ?

De deux choses l'une, ou bien ils foutraient le camp et iraient exercer leurs nuisances ailleurs, ou ils mettraient leurs supposées intelligences au service d'activité socialement plus utiles et dans les deux cas on ne s'en porterait que mieux. Il est grand temps de se désintoxiquer de l'idéologie des « compétents », dont l'incompétence est pourtant spectaculairement démontrée jour après jour, mais dont il faudrait néanmoins satisfaire toutes les exigences sous la menace de les voir partir. La question des bonus et des rémunérations est entièrement captive de cette grande illusion. Je dis que le départ des « meilleurs » traders est une bénédiction : 1) ne resteront que les moins finauds auxquels il faudra ne confier que les produits les moins sophistiqués… donc les moins risqués ; 2) si le problème économique posé par les bonus ne doit pas être sur-estimé, le problème politique de justice sociale et d'inégalités obscènes est lui de première importance, c'est pourquoi, non pas limiter mais interdire les bonus, et éventuellement faire fuir les traders, est une solution à envisager très sérieusement car ces extravagantes rémunérations ont le caractère d'un trouble à l'ordre public ; 3) la finance est un pôle d'attraction qui a profondément distordu l'allocation du capital humain dans la division du travail en captant des esprits qui seraient infiniment mieux employés ailleurs. Quant aux « compétents » non traders, s'ils savaient… Il y en a quinze derrière eux qui feraient le travail aussi bien qu'eux.

En fait, ce n'est pas vraiment la fermeture de la Bourse que vous prônez, mais une sorte de ralentissement de son cours, que vous décrivez comme infernal. En quoi, la fin de la cotation permanente, c'est à dire en continu des titres est-elle apte à redistribuer les cartes ?

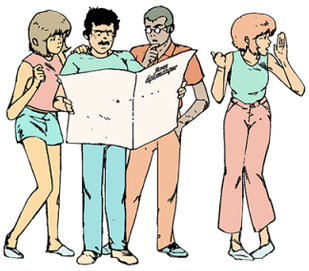
Mais si mon bon monsieur, c'est bel et bien la fermeture de la Bourse que je prône ! Je concède que c'est un peu rude à avaler… Cependant pour les petits estomacs, j'ai une sorte de formule à la carte, avec un étagement de recettes anti-actionnariales rangées dans l'ordre de l'épicé croissant. En amuse-bouche, je propose, en effet, de commencer par une formule de « ralentissement » en abolissant la cotation en continu, remplacée par un fixing mensuel (ou plurimestriel). Puis on entre dans le roboratif avec le SLAM (*Shareholder Limited Authorized Margin*) qui est un impôt non pas sur les profits d'entreprise (comme on le lit parfois) mais sur la rentabilité actionnariale, et qui plus est un impôt de plafonnement : c'est-à-dire qui prend tout au-delà d'un certain seuil maximal autorisé de rentabilité, le but de la manœuvre étant de cisailler les incitations actionnariales à pressurer toujours davantage les entreprises puisque tout ce qu'elles leur feront cracher en plus pour les actionnaires leur sera confisqué. Le plat de résistance bien sûr, c'est la fermeture de la Bourse elle-même. Chacun puisera là dedans selon son appétit politique et la conjoncture du moment.

Pensez-vous que les partis de gauche de gouvernement soient capables d'intégrer vos arguments ?

Les partis de gauche de gouvernement mangent des graines et font à peine cuicui.

Frédéric Lordon

Finance | Économie | Capitalisme | Spéculation

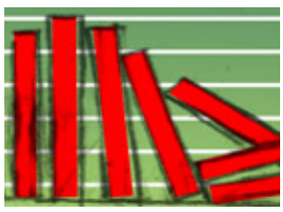


PARTAGER CET ARTICLE

Article précédent
« **Au-delà de la Grèce : déficits, dettes et monnaie** »

Article suivant
« **Ce n'est pas la Grèce qu'il faut exclure, c'est l'Allemagne !** »

LA POMPE À PHYNANCE



De quoi Ubu est-il fondamentalement la figure ? Du despote parasitaire. Quelle est la puissance despotique d'aujourd'hui qui soumet absolument le corps social et le laisse exsangue d'avoir capté la substance de son effort ? Certainement pas l'État – dont on rappellera qu'il restitue en prestations collectives l'ensemble de ses prélèvements… – mais le système bancaire-actionnaire qui, lui, conserve unilatéralement le produit intégral de ses captations.

Frédéric Lordon est économiste et philosophe. Les vues qu'il exprime ici sont de sa seule responsabilité et n'engagent personne d'autre. Il est notamment l'auteur de *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières,* Raisons d'agir, 2008 ; *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza,* La Fabrique, 2010 ; *D'un retournement l'autre,* Seuil, 2011 ; *La société des affects,* Seuil, 2013 ; et *Imperium. Structures et affects des corps politiques,* La Fabrique, 2015.

Les opinions exprimées dans les blogs du Monde diplomatique *n'engagent que leurs auteurs.*

Écrire un commentaire

66 COMMENTAIRES

Botum up (12 mars 2010 @13h55) :

La bourse ou l'avis ?

Il manque un peu de sel dans cette affirmation de la nécessité de fermer la bourse. Non que les arguments développés ne soient pas recevables. Mais il semble que F Lordon abandonne la nuance qui prévalait dans son article du diplo de févier : "et si on fermait la bourse ?« , lequel finissait par »il est temps de cesser de s'intredire d'y penser".

Quel évènement explique la radicalisation de la position ?

Pourquoi dire en février que ces arguments ne « closent pas définitivement la discussion », et en mars que l'institution doit être jetée aux orties ?

Quels sont ces arguments qu'il fallait encore analyser ?

Aussi légitime que soit la colère contre la violence et les nuisances, économiques, sociales et politiques de la bourse, il faut aller au bout de l'analyse.

---

betov (12 mars 2010 @15h10) :

Ah ! Bien ! Je n'avais pas tout compris à cette idée de « fermer la bourse ». Deux questions me taraudent :

1) Sans traduction politique, que reste-t-il ? (Amitiés avec Jacques Généreux ?... La réponse « Les partis de gauche de gouvernement mangent des graines et font à peine cuicui » est trop courte à mon goût).

2) Sur le plan pratique comment ferme-t-on une bourse qui n'est plus localisée en France et qui cote des multi-nationales ?

Quand j'étais maçon, j'en voulais beaucoup à mon marteau quand je me tapais sur les doigts.

Ailleurs, sur un autre blog, j'ai écrit ça, au risque de faire siffler les oreilles de Frédéric :

"Le problème est anthropologique et, à l'évidence, ce ne sont pas les anthropologues qui vont en fournir la solution. Il aurait été très facile de remédier aux perversions sociales. Il suffisait qu'un parti politique propose une simple loi criminalisant l'excès de fortune pour en finir avec la dominance sociale. Frédéric Lordon donnait un bon exemple avec son histoire du type qui crée une activité de vente de papillons, mais, malheureusement, sans aller au bout du raisonnement. Si un individu développe une activité, en admettant qu'il soit à la fois très compétent, travailleur, et avare comme un pou, on peut imaginer que sa fortune croisse jusqu'à un certain niveau (que j'évalue, personnellement, autour de 5 millions d'euros). Il n'est pas possible de faire beaucoup plus sans faire travailler autrui, c'est-à-dire, sans tirer des revenus du travail des autres. Or, tirer des revenus du travail d'autrui, ça s'appelle… du vol. Il est, d'autre part, manifeste, que celui qui possède légalement des milliards, est mis légalement en situation de nuire à la société.

C'est le fait que les fortunes personnelles ne soient pas plafonnées par la loi qui crée tous les autres désordres et les fait paraître organisés. Tant qu'une majorité de citoyens suivront le foot à la télé, on ne peut rien attendre d'autre que la fin naturelle de l'histoire".

Utopia (12 mars 2010 @16h26) :

Pourquoi fermer la bourse alors qu'il suffirait de taxer toutes transactions boursières pour répartir La Richesse ? Des pauvres il y en aura toujours et des riches aussi alors soyons pragmatiques et utilisons La Richesse pour subvenir aux besoins de la collectivité : retraites, charges sociales ... Plus d'URSSAF, plus de RSi, plus de CSG/RDS ... et la retraite à 55 ans pour tous !

Signé UTOPIA

---

olmel (12 mars 2010 @18h33) :

« Des pauvres il y en aura toujours et des riches aussi alors soyons pragmatiques et utilisons La Richesse pour subvenir aux besoins de la collectivité : retraites, charges sociales ... Plus d'URSSAF, plus de RSi, plus de CSG/RDS ... et la retraite à 55 ans pour tous ! »

Mais alors, pourquoi ne pas fermer la bourse ?

bob (12 mars 2010 @18h39) :

@UTOPIA (qui porte fort mal son nom)

parce que l'argent que la bourse utilise, c'est celui qui est issu in fine de la production, donc des producteurs, donc de nous. Taxer les dividendes a 50% (par exemple), signifierait qu'on leur laisserait nous voler les 50% restants.

quand je choppe un voleur, je ne lui demande pas de me rendre la moitié de ma bourse. je lui coupe les mains(*) ;)

(*) ceci est un plaisanterie et une métaphore. en fait, je suis gentil. je lui laisse la main gauche.

Erroriste (12 mars 2010 @19h04) :

Lordon semble donner une piste pour fermer la Bourse : la couper :o)

Benj (12 mars 2010 @21h13) :

@ betov

Parce que les partis de gauche de gouvernement ne mangent pas des graines et font plus qu'un peu cui-cui peut-être ?

C'est court mais clair et net.

(12 mars 2010 @23h24) :

Notez bien le « de gouvernement » dans la phrase "Parce que les partis de gauche de gouvernement ne mangent pas des graines et font plus qu'un peu cui-cui peut-être ?"

Cela change vraiment tout et pointe ni plus ni moins que le PS en tête suivis du PCF et du PG.

Voyez donc qui il reste après qui n'ai pas deja tremper dans la co-gérance gouvernemental du capitalisme.

Très très bon article sinon et qui coule de source.

(12 mars 2010 @23h26) :

Rectification par la vraie phrase =>

« Les partis de gauche de gouvernement mangent des graines et font à peine cuicui. »

betov (13 mars 2010 @07h56) :

Euuuhhh... « Cela change vraiment tout et pointe ni plus ni moins que le PS en tête suivis du PCF et du PG. »...

... Reste le NPA. Comme je crois Frédéric doté d'un cerveau en état de marche, il me semble totalement exclu qu'il puisse pointer cette succursale de la CIA, qui n'a jamais eu d'autre objet que de servir de verrou à gauche.

Le comble, avec le NPA, est qu'on puisse le classer à l'extrême gauche, alors qu'il n'a jamais rien proposé, sauf des choses aussi absurdes et anti-populaires que l'immigration massive, les réclamations salariales (et donc la reconnaissance de la dominance sociale comme couverture de l'esclavage), récemment, la religion (???!!!) (pour un parti soi-disant « révolutionnaire », le comble du ridicule), sans parler du refus d'entrer dans le Front de Gauche, au moment où s'ouvrait un véritable boulevard à une gauche pas très éloignée de ce qu'elle pourrait être.

La dernière de ses insanités (le coup du foulard) montre bien que ce parti n'a absolument aucune idéologie propre, et est prêt à toutes les forfaitures pour rendre une poussée à gauche impossible.

S'il n'y a plus aucune alternative politique, c'est bien à cause des deux plus immondes personnages de l'éventail politico-médiatique : Cohn Bendit (la honte de l'écologie) et Besancenot (la honte de gauche).

L'isthme de Botul (13 mars 2010 @12h45) :

Ah fermer la Bourse, quelle belle idée.

Par contre le seul petit détail qui n'a pas été pris en compte dans ce magnifique article est pourtant majeur : la plupart des gros actionnaires sont aussi les gros patrons d'entreprise. Ils ont donc un double revenu : d'un coté ce que leur rapporte leur activité patro-nale et de l'autre leur activité boursière.

Autant dire qu'à part leur couper les mains ils lâcheront pas le morceau facilement.

Et puisqu'on est pas des barbares, puisqu'on leur a coupé les mains autant les finir non ?

---

une bille (13 mars 2010 @22h24) :

Pourquoi vouloir absolument fermer quelque chose qui n'existe plus ?

> Vous avez aimé les subprimes ? Vous adorerez les dark pools | Brèves | L'OBSERVATOIRE DE L'EUROPE

Les dark pools ce sont des marchés financiers informels où l'on s'échange des titres de gré à gré, sans passer par une bourse qui centralise les ordres et indique des prix de marché en permanence. De plus en plus, les banques s'échangent ainsi des paquets d'actions en toute discrétion, à des cours inconnus du grand public. De là à imaginer que seule la veuve de Carpentras continuera à acheter ses actions au cours officiel, pendant que les banques établiront entre elle de « vrais » prix, il n'y a qu'un pas. Une seule chose est sûre, avec cela, les marchés financiers - qui n'ont pourtant pas fait la preuve dernièrement de leur utilité - deviendront de plus en plus difficiles à contrôler.

Il est vrai que les systèmes mafieux ont déjà largement fait la preuve de leur efficacité, alors pourquoi s'en priver !

Dérèglementons, dérèglementons ! Monsieur Lordon, Dieu récompensera les plus méritants !

---

une bille (13 mars 2010 @22h33) :

Pourquoi vouloir absolument fermer quelque chose qui n'existe plus ?

> Vous avez aimé les subprimes ? Vous adorerez les dark pools | Brèves | L'OBSERVATOIRE DE L'EUROPE

Les dark pools ce sont des marchés financiers informels où l'on s'échange des titres de gré à gré, sans passer par une bourse qui centralise les ordres et indique des prix de marché en permanence. De plus en plus, les banques s'échangent ainsi des paquets d'actions en toute discrétion, à des cours inconnus du grand public. De là à imaginer que seule la veuve de Carpentras continuera à acheter ses actions au cours officiel, pendant que les banques établiront entre elle de « vrais » prix, il n'y a qu'un pas. Une seule chose est sûre, avec cela, les marchés financiers - qui n'ont pourtant pas fait la preuve dernièrement de leur utilité - deviendront de plus en plus difficiles à contrôler.

Il est vrai que les systèmes mafieux ont déjà largement fait la preuve de leur efficacité, alors pourquoi s'en priver !

Dérèglementons, dérèglementons ! Monsieur Lordon, Dieu récompensera les plus méritants !

---

fredo (14 mars 2010 @05h51) :

« -si nos négociants n'imposent pas eux-mêmes des limites à leur activité, rien ne pourra nous maintenir dans la voie normale qu'une panique tous les trois ans » (Marx) .....

BA (15 mars 2010 @21h26) :

Les Pays-Bas ne paieront pas un centime pour sauver la Grèce.

Lundi 15 mars 2010 :

Le ministre des Finances néerlandais s'oppose à un sauvetage de la Grèce.

Le ministre néerlandais des Finances Jan Kees de Jager a déclaré lundi que son gouvernement était opposé à un plan de sauvetage pour la Grèce, mais que d'autres façons d'aider le pays pouvaient être mises au point par les ministres des Finances de l'Union européenne.

Le mois dernier, le gouvernement grec a dévoilé de nouvelles mesures d'austérité budgétaire visant à ramener en 2012 son déficit public dans les limites fixées par l'Union européenne.

Cependant, les investisseurs craignent toujours que le pays ne soit pas en mesure d'honorer ses dettes, et la Grèce doit payer des taux d'intérêt si élevés sur ses nouveaux emprunts qu'ils remettent en question sa capacité à atteindre ses objectifs de réduction du déficit.

« Il n'y aura pas de sauvetage parce que, premièrement, la Grèce doit résoudre ses propres problèmes », a déclaré le ministre néerlandais des Finances à la presse lors de son arrivée à la réunion mensuelle des ministres de l'Eurogroupe.

« Il n'y aura pas de sauvetage parce que c'est évidemment interdit par les traités », a-t-il ajouté.

Néanmoins, Jan Kees de Jager n'a pas exclu la possibilité de certaines formes d'aide financière pour la Grèce et a indiqué que plusieurs options étaient envisageables, par exemple des prêts bilatéraux de certains pays européens ou bien des garanties pour les emprunts grecs.

http://www.investir.fr/infos-conseils-boursiers/actus-des-marches/infos-marches/le-min-fin-neerlandais-s-oppose-a-un-sauvetage-de-la-grece-233419.php

---

Pipas (16 mars 2010 @08h11) :

Il faut la lui fermer !

http://www.no-sarkozy-day.fr/ À très bientôt dans la rue, amis blogueurs...

BA (16 mars 2010 @08h53) :

Le remède pire que le mal.

Le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, a estimé que la Grèce était désormais « en bonne voie » pour atteindre son objectif de réduire cette année de quatre point de pourcentage son déficit public, par rapport aux 12,7 % du PIB de l'an dernier.

Les deux hommes n'ont pas donné de précisions sur le volume des mesures envisagées. Mais, selon une source informée, un montant de 20 à 25 milliards d'euros est évoqué.

M. Juncker a parlé « des aides bilatérales » d'autres pays de la zone euro sous forme de prêts à la Grèce, avec néanmoins des taux d'intérêts élevés pour ne pas faire de cadeau au pays et « l'inciter fortement » à retourner rapidement vers les marchés pour trouver de l'argent.

Mais il indique que le mécanisme envisagé, dont certains détails doivent encore être réglés, « n'incluera pas des garanties sur des emprunts » de la Grèce.

En tout état de cause, tous les pays de la zone euro y participeraient, a-t-il souligné.

http://www.boursorama.com/infos/actualites/detail_actu_marches.phtml?num=76ae817db73b6b8a23925b4e4d7f3d01

Autrement dit : il va y avoir « des aides bilatérales » sous forme de prêts à la Grèce. Chacun des 15 Etats de la zone euro va prêter quelques milliards d'euros à la Grèce.

Le problème, c'est ceci : ces 15 prêts seront accordés à la Grèce avec des taux d'intérêts élevés « pour ne pas faire de cadeau au pays et l'inciter fortement à retourner rapidement vers les marchés pour trouver de l'argent ».

Or, si les taux d'intérêt sont élevés, ces 15 prêts aggraveront la situation financière de la Grèce. Le remède sera pire que le mal.

---

th M (16 mars 2010 @11h08) :

cher Monsieur Lordon,

du point de vue de l'économiste 'non conforme" que vous êtes, le résultat du premier tour des régionales est-il vraiment heureux ? On constate en effet que comme toute protestation imaginable, les électeurs mécontents se tournent majoritairement vers le PS (« socialisme parti » comme vous l'écrivez ailleurs....). On voit mal comment une telle vigueur dans la contestation pourrait en pratique et à terme donner la parole à vos idées sur la bourse. Je le déplore cordialement th M

NB : votre article n'est pas en évidence à l'ouverture du site du diplo, dasn la chronologie des derniers écrits.

---

zzz (16 mars 2010 @15h23) :

@th M

Midi n'est pas à votre porte et nos vessies ne sont pas des lanternes :

Le centrisme comme erreur anthropologique... et Bayrou comme vote révolutionnaire

---

dégoutédusysteme (16 mars 2010 @16h29) :

Il faut fermer les banques centrales !

Merci Mr Lordon pour analyser les problèmes et oser remettre le système en cause

Le pire ce ne sont pas la bourse et les actifs toxiques, c'est le fondement même du système monétaire : l'argent dette. Paul Grignon a fait une vidéo très didactique sur le système monétaire, disponible sur :

http://bankster.tv

Bankster pour Banquier-Gangsters, ou criminel en col blanc selon d'autre terme plus pudiques.

En gros, les banque centrales (entreprises privées indépendantes des états et citoyens) créent de l'argent à partir de rien, et sont les seul a pouvoir le faire. Le problème et qu'il nous loue l'argent (le taux d'interêt). A chaque fois que vous faites un prêt, votre banque vous donne 10% et le reste vient de la banque centrale qui invente l'argent. Le problème c'est que dans 20 ans, il faut non seulement rendre l'argent (si on n'emprunte plus, il n'y a plus d'argent dans le système) mais en plus il faut rendre le double (crédit immobilier à 5% sur 20 ans coûte 200% de l'emprunt) . Individuellement cela peut marcher car on est capable de « voler » par notre travail les 200% à rendre à quelqu'un d'autre dans le système et le rembourser à la banque (centrale) qui détruira cette argent.

A l'échèle de la zone euro, la totalité de l'argent en circulation équivaut à 100%. Dans 20 ans on doit rendre deux fois cette masse monétaire, qui sera détruite. En gros dans 10 ans, 100% de la masse monétaire sera détruite, et il faudra inventer un autre 100% pour payer les intérêt. Ce qui est impossible sauf en contractant un nouveau prêt, ce qui relance le cycle sans fin d'endettement éternel et perpétuel. L'autre solution pour sortir temporairement de ce système vicieux, c'est la guerre ou la crise économique pour détruire les créditeur (faillites perso ou des entreprise) donc les dettes. Voilà pourquoi les économiste parlent de cycle, car c'est inévitable (surtout quand la guerre n'est plus envisageable).

Autre constat, l'argent en circulation est une valeur négative car n'est ni plus ni moins issu de la dette que quelqu'un a contracté, que l'ont fait circuler.

Ce système est voué à l'échec, c'est mathématique (et machiavélique), et on aura beau réinjecter des liquidités (créer des nouvelles dettes pour éponger les dettes courantes), on ne fait que repousser le moment de l'agonie du système à un peu plus tard.

Il est temps que le peuple se réapproprie sa monnaie ! Noir Désir disait de« changer la monnaie » : http://www.youtube.com/watch?v=6EKmYhFk42M

Paul Grignon dans sont film propose même une solution viable, solutionnant même le problème de la corruption et du sur-enrichissement personnel.

Si nous ne faisons rien, nous serons tous esclaves de ce système oligarchique d'esclavage moderne, et y compris nos gouvernements.

Bonne crise à tous.

---

betov (16 mars 2010 @17h08) :

Mort au mou

Merci pour ce lien, zzz. Il serait intéressant de voir quelle mise à jour Frédéric pourrait faire de ce texte, après que Bayrou se soit fait laminer, après qu'en matière de « centre », ne reste plus que le PS, et après que la « nouvelle-gauche-ou-presque », soit en train de se rallier (partiellement et à reculons, il est vrai) au PS.

Espérer que le Front de Gauche puisse dévier la barre PS à Gauche, revient à faire l'hypothèse lordonesque d'une recomposition endogène de la gauche. Une chimère, comme il le dit. Raison pour laquelle, après avoir voté Front de Gauche au premier tour, je voterai FN au deuxième sans faiblir et sans honte.

---

th M (17 mars 2010 @11h26) :

@betov

Incompréhensible, car non justifiée -et à mes yeux injustifiable- la réflexion : « je voterai Le Pen au second tour. » a ceci de d'inquiétant qu'elle s'appuie sur l'amnésie (« les chambres à gaz, détail de la seconde guerre mondiale » ; son attitude actuelle en PACA ; ses commentaires sur la guerre d'algérie..... liste longue)

Mais en face de l'irrationel, les arguments se voulant rationels ne peuvent rien.

---

betov (17 mars 2010 @12h45) :

Mort au mou

Je n'entre pas dans ces considérations, th M. Ce qu'est la boutique familiale nationaliste m'indiffère totalement. Les arguments rationnels, de mon point de vue, sont que, « l'à-peu-près-gauche » n'ayant pas pu se maintenir contre le PS, ne reste plus que le vote protestataire. Déjà, voter Front de Gauche, comportait, de ma part, un sérieux effort d'abnégation, mais voter PS est une chose qui serait inacceptable, cette chose ne pouvant avoir d'autre effet que de détruire le semblant de « Gauche » qu'on a. S'abstenir ne serait pas mieux, en l'occurrence.

La seule nécessité est de voter contre la fausse gauche et contre la fausse écologie, toutes deux fidèles béquilles du capitalisme rose à poids verts.

Front de Gauche ou National, c'est toujours un Front. Celui du bélier.

Quant à agiter les chiffons rouges de la diabolisation du FN, basta. Ils sont assez ridicules comme ça, avec leur absence totale d'idéologie depuis que Matinez et Lang se sont fait virer pour cause d'insoumission à la famille. N'en rajoute pas. Et comme même les plus furieux des sympathisants FN ne se font aucune illusion sur leur avenir, il n'y a pas raison de se priver du plaisir de faire peur.

PS. Avec « semblant de »Gauche« qu'on a », je parle du parti de Mélenchon. Pas du PC et encore moins du NPA, qui n'ont absolument rien à voir avec la gauche réelle, celle qui n'existe pas, celle qui criminaliserait l'excès de richesse. Rien de ce qui ne pénalise pas la dominance sociale ne peut se revendiquer de la gauche réelle.

---

betov (17 mars 2010 @15h29) :

« Les petits pois sont verts et les petits poissons rouges », bien sûr. Désolé.

BA (17 mars 2010 @20h31) :

La Grèce vers le défaut de paiement.

Une solution pour la Grèce : le défaut de paiement.

Avec chaque jour qui passe, il devient évident qu'une restructuration de la dette grecque est inévitable. L'État devra accepter une forme ou une autre de défaut de paiement, sans doute l'issue la plus favorable.

Un défaut de paiement sera sans doute pénible, mais pas plus que les autres solutions. Et un défaut de paiement avec une restructuration « ordonnée » rétablirait instantanément les finances grecques sur une base plus saine.

Après d'âpres négociations, le gouvernement grec et ses créanciers conviendraient probablement de réduire de moitié la dette du pays. Les banques grecques devraient être recapitalisées, mais elles seraient alors en mesure d'octroyer à nouveau des crédits.

Un défaut de paiement permettrait également de faire assumer une partie de la fièvre emprunteuse de la Grèce aux créanciers. Les Allemands et les Français seraient obligés d'injecter de nouveaux capitaux dans leurs banques (ce qui les inciteraient peut-être enfin à accepter des réglementations plus strictes pour empêcher que cela se reproduise) et le monde entier deviendrait plus circonspect concernant les prêts accordés à des États souverains prodigues.

En fin de compte, en donnant une leçon nécessaire aux créanciers, un défaut de paiement au sein de la zone euro pourrait être un pas dans la bonne direction pour l'établissement d'un système financier européen – et mondial – plus sain.

Simon Johnson et Peter Boone.

http://www.project-syndicate.org/commentary/johnson6/French

---

berhu (19 mars 2010 @08h14) :

@ Betov :

> « je voterai FN au deuxième sans faiblir et sans honte. »« Front de Gauche ou National, c'est toujours un Front. Celui du bélier. »

On dirait du Alain Soral !...

> « NPA [...] jamais rien proposé, sauf des choses aussi absurdes et anti-populaires que l'immigration massive, les réclamations salariales [...] récemment, la religion »

Je te propose une nouvelle leçon d'universalisme à la française…

---

betov (19 mars 2010 @12h38) :

Merci, Berhu, mais non, je ne parfume pas à l'universalisme français. Toute religion a ceci d'intolérable que la base même de son existence est le prosélytisme. Que quelqu'un croie en quelque chose qui n'existe pas ne regarde que lui, et ne fait de tort à personne, mais le phénomène religieux tient à autre chose, qui fait que sans traduction sociale, il ne pourrait pas exister. Il en découle que la laïcité, autorisant la religion, est elle même critiquable.

Dans l'exemple que ton lien manipule, ça en deviendrait comique, si ce n'était si mortel pour la civilisation, parlant de l'admission d'une adepte religieuse dans un parti trotsquiste qui, par définition, est totalement incompatible avec la religion. D'autres ont rétorqué que le NPA avait bien le droit d'avoir des adeptes religieux puisqu'on a trouvé bien des religieux catholiques à droite. Amusant. Qu'il y ait des religieux à droite est parfaitement normal. Que l'église catholique soutienne le coup d'état au Honduras comme ils l'ont fait avec l'Espagne de Franco, ou avec toute autre dictature, tombe sous le sens. Que le NPA tombe dans la fange du religieux, non, ça ne tombe pas sous le sens, à moins que, comme moi, on le considère comme une succursale de la CIA.

Et inutile de me parler de « dimension spirituelle ». La mystique (chose dont les religieux ne peuvent avoir la moindre notion), n'a aucun rapport avec le phénomène social religieux. Pas même avec les monastères, ces lieux de perdition de l'être. La mystique, comme la psychanalyse, est une pratique ou n'est pas. Pratique solitaire par excellence, en l'occurrence.

PS. Dégoter une photo de Mélenchon avec une expression tordue pour illustrer la chose, en substituant le viscéral à la raison, donne tout de suite le ton et la valeur intellectuelle de ton lien. J'ai une longue liste de reproches à l'encontre de Mélenchon, mais certainement pas celui-là. Au contraire, j'aurais préféré qu'il aille bien plus loin.

PS2. Laisse Soral où il est. Il a bien assez de problèmes avec les contradictions de sa pensée désordonnée. Lui aussi, quand il aura rompu ses liens avec les religieux, peut-être arrivera-t-il à aligner deux idées convergentes.

BA (19 mars 2010 @15h44) :

La Grèce va faire appel au FMI.

Le recours au FMI pour la Grèce n'est pas humiliant, dit Barroso.

Le recours au Fonds monétaire international (FMI) pour aider la Grèce dans sa situation budgétaire difficile n'est pas une question de prestige, estime le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

Après l'avoir initialement exclu, assurant qu'ils voulaient régler eux-mêmes le problème grec, les responsables de l'Union européenne écartent de moins en moins la piste d'une aide du FMI, qui a d'ailleurs fait des offres de service.

« Ce que je veux rappeler, c'est que la Grèce et tous les Etats membres de l'UE sont membres du FMI », a dit José Manuel Barroso dans une interview diffusée vendredi sur France 24.

« Donc ce n'est pas une question de prestige, c'est une question de voir quel est le meilleur moyen de répondre à la situation », a-t-il ajouté, en précisant que l'UE travaillait avec le FMI « en très bons termes » et que lui-même n'avait jamais considéré qu'il serait humiliant d'y faire appel.

http://www.boursorama.com/infos/actualites/detail_actu_marches.phtml?num=afb7916a7022110450c243ffd3f6bfbf

---

Bob l'éponge (19 mars 2010 @15h55) :

A Betov : "S'abstenir ne serait pas mieux, en l'occurrence. ... La seule nécessité est de voter contre la fausse gauche et contre la fausse écologie, toutes deux fidèles béquilles du capitalisme rose à poids verts. "

Ha bon ? en quoi s'abstenir ne serait pas mieux ? Vous le soulignez vous même, aucun des parties qui se présentent n'incarne véritablement des valeurs de gauche et pourquoi ? Car se présenter, accepter de jouer le jeu électoral c'est accepter de jouer le jeu du capitalisme. La forme démocratique telle que nous la connaissons (avec son vote privé, caché dans l'urne, ses candidats choisis par le système, l'argent nécessaire à la campagne, les passages par la machine à propagande que constituent les grands média etc...) est consubstantielle du système d'économie capitaliste. C'est un peu comme espérer voir un présentateur de grand journal télévisé véritablement préoccupé par les questions sociales. Bourdieu a remarquablement démontré que ce genre de présentateurs n'étaient pas là par hasard, que le système exige des présentateurs conformes. Il en est de même avec les parties politiques acceptant le système démocratique tel que nous le connaissons aujourd'hui. Impossible que des valeurs de gauche émergent au grand jour quand il faut désigner de super représentants dont la tâche vis à vis du peuple est floue et ambigüe. Cela ne peut se faire que par des votes non dissimulés par le secret pervers de l'isoloir, pour des personnes désignées en vue d'accomplir des tâches prédéfinies à l'avance par le peuple (réuni en vastes AG), révocables à tout moment etc...(voir à ce sujet l'exemple de la commune). Accepter de jouer le jeu « démocratique-capitaliste » c'est étouffer la conscience de classe nécessaire à un véritable changement de société. C'est pomper tel un shadok pour espérer des jours meilleurs qui ne viendront jamais. Le peuple (et quand je parle de peuple, j'exclue tous ceux, l'infime minorité, ayant la main mise sur l'appareil de production) ne trouvera aucune unité par les urnes. Les associations, les groupes de pensée, les cercles de réflexions, qui se fédéreront par la suite, sont la clef pour répandre la conscience de classe nécessaire au renversement de ce système (personnellement, sans être militant, j'aime assez les thèses et les réflexions du CCI)

---

betov (19 mars 2010 @16h46) :

Parce que s'abstenir, c'est voter UMPS, Bob.

Pourquoi n'y a-t-il pas d'incarnation véritable des valeurs de gauche ? C'est ce qu'explique (entr'autre) Frédéric dans l'article indiqué par zzz :

http://www.oulala.net/Portail/spip.php?article2907

Frédéric appelle ça « la violence ». Je pense parler de la même chose avec mon expression « dominance sociale ». Il dit :

« La violence est le fait social fondamental, elle est la condition primordiale de la coexistence des hommes, ce contre quoi la vie collective doit en permanence lutter pour se maintenir ».

le mot « violence » prête à confusion, vu le nombre sans fin des lois sanctionnant les violences. Ce qu'aucune loi ne sanctionne, c'est la dominance sociale, ce qui se traduit, dans les faits par une absence totale de criminalisation de la richesse (excès de richesse relative, s'entend).

La tonalité du passage de Frédéric est d'un pessimisme noir, sans doute en raison de la nature non modifiable de l'âme humaine et de ses inévitables violences. C'est là qu'on voit que le terme est mal venu. Bien sûr, comme il le dit, la violence qu'on tente de museler à un bout, ressortira toujours par l'autre.

Socialement parlant, ce n'est pas de violence, ni même de dominance naturelle qu'il s'agit, mais bien de dominance sociale. Ce phénomène qui fait que la courbe des compétences et la courbe des richesses se croisent, cette dernière décrivant une exponentielle. En considérant cela, non pas sur les plans moraux ou techniques, mais sur le pur plan légal, la solution est d'une simplicité tellement déconcertante, que je ne suis pas encore entièrement convaincu que l'émergence d'une gauche réelle soit définitivement impensable en raison des structures du système.

Changer de « système » serait entrer dans des complications sans fin. Le système changera tout seul quand une majorité sera en faveur du musellement de la dominance sociale. Cette « violence »-là ne risque pas de « ressortir par l'autre bout », pour la bonne raison que lorsqu'il s'agit de prendre de l'argent, les états sont capables de toutes les performances.

Bob l'éponge (19 mars 2010 @17h45) :

« Parce que s'abstenir, c'est voter UMPS, Bob. »

Et après ? comme j'ai essayé de l'expliquer, à partir du moment où un parti accepte le jeu démocratique, il accepte alors, de même, le jeu du capitalisme. Que ce soit l'UMPS comme vous dîtes, le Front national (qui serait le premier à servir la soupe aux patrons si ces derniers ne le jugeaient pas si inutile et peu productif en ce moment), le NPA et tous les partis gauchistes (à lire à ce sujet : http://www.leplanb.org/Pourquoi-Le-Plan-B-n-augmentera.html http://fr.internationalism.org/icconline/2009/naissance_du_npa_nouveau_parti_anticapitaliste_ou_nouveau_parti_antiouvrier.html). Ne pas voter c'est voter UMPS, soit, mais pourquoi voter alors pour un parti qui rentre dans les mêmes mécaniques (accepter le système tel qu'il est) ? C'est le serpent qui se mord la queue. Et pourtant, vous votez même si c'est inutile car : « que je ne suis pas encore entièrement convaincu que l'émergence d'une gauche réelle soit définitivement impensable en raison des structures du système. » Vous y croyez encore, alors que le système économique (et avec lui, le système politique, qui n'en est qu'une émanation) montre jour après jour ses paradoxes et qu'il est grand temps de le dépasser (et cela ne pourra se faire en usant de ses mécaniques pourrissantes, ce serait comme vouloir gagner un grand prix de F1 avec une R5, c'est croire au miracle. Pour quelqu'un qui s'est libéré des idioties de la religion ce n'est pas bien raisonnable). Ne pas voter, expliquer à tous pourquoi l'on ne vote pas (avec des arguments sérieux et pas seulement les habituels « tous pourris »), c'est faire naître (lentement, j'en ai conscience) un véritable conscience de classe seule condition de possibilité d'un changement radical de société.

Pour conclure sur la démocratie en régime capitalisme (qui n'a de démocratie que le nom) je vous invite à bien étudier ces écrits : http://fr.internationalism.org/node/2773

Bob l'éponge (20 mars 2010 @00h46) :

Toujours pour Betov, à lire (c'est très enrichissant, on remarquera qu'en un siècle rien n'a véritablement changé et qu'avec la crise économique et les associations banques/politiques, les remarques de Lénine sont incroyablement d'actualités) :

"L'ETAT, INSTRUMENT POUR L'EXPLOITATION DE LA CLASSE OPPRIMEE

Pour entretenir une force publique spéciale, placée au-dessus de la société, il faut des impôts et une dette publique.

« Disposant de la force publique et du droit de faire rentrer les impôts, écrit Engels, les fonctionnaires, comme organes de la société, sont placés au-dessus de la société. La libre estime qu'on témoignait de plein gré aux organes de l'organisation gentilice [clanale] ne leur suffit point, même en supposant qu'ils pourraient en jouir... » Des lois d'exception ont été décrétées proclamant la sainteté et l'inviolabilité des fonctionnaires. « Le plus vil policier a plus d' »autorité« que le représentant du clan, mais même le chef militaire d'un Etat civilisé peut envier au représentant d'un clan l' »estime spontanée" dont il jouissait dans la société.

Le problème de la situation privilégiée des fonctionnaires en tant qu'organes du pouvoir d'Etat se trouve ainsi posé. L'essentiel est de savoir ce qui les place au-dessus de la société. Nous verrons comment cette question de théorie fut résolue dans la pratique par la Commune de Paris en 1871, et estompée dans un esprit réactionnaire par Kautsky en 1912.

« Comme l'Etat est né du besoin de refréner des oppositions de classes, mais **comme il est né, en même temps, au milieu du conflit de ces classes, il est, dans la règle, l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée.** » Non seulement l'Etat antique et l'Etat féodal furent les organes de l'exploitation des esclaves et des serfs, mais « l'Etat représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le Capital. Exceptionnellement, il se présente pourtant des périodes où les classes en lutte sont si près de s'équilibrer que le pouvoir de l'Etat, comme pseudo-médiateur, garde pour un temps une certaine indépendance vis-à-vis de l'une et de l'autre. » Telle la monarchie absolue des XVIIe et XVIIIe siècles, tel le bonapartisme du Premier et du Second Empire en France, tel le régime de Bismarck en Allemagne.

Tel, ajouterons-nous, le gouvernement Kérenski dans la Russie républicaine, après qu'il a commencé à persécuter le prolétariat révolutionnaire, à un moment où les Soviets, du fait qu'ils sont dirigés par des démocrates petits-bourgeois, sont déjà impuissants, tandis que la bourgeoisie n'est pas encore assez forte pour les dissoudre purement et simplement.

[je mets la suite dans un autre message car tout ne rentre pas en une seule fois]

Bob l'éponge (20 mars 2010 @00h48) :

[suite de ma citation]

« Dans la république démocratique, poursuit Engels, »la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre« , à savoir : premièrement, par la »corruption directe des fonctionnaires" (Amérique) ; deuxièmement, par **l'« alliance entre le gouvernement et la Bourse »** (France et Amérique).

Aujourd'hui, dans les républiques démocratiques quelles qu'elles soient, l'impérialisme et la domination des banques ont « développé », jusqu'à en faire un art peu commun, ces deux moyens de défendre et de mettre en oeuvre la toute-puissance de la richesse. Si, par exemple, dès les premiers mois de la république démocratique de Russie, pendant la lune de miel, pourrait-on dire, du mariage des « socialistes » - socialistes-révolutionnaires et menchéviks - avec la bourgeoisie au sein du gouvernement de coalition, M. Paltchinski a saboté toutes les mesures visant à juguler les capitalistes et à refréner leurs exactions, leur mise au pillage du Trésor par le biais des fournitures militaires ; et si ensuite M. Paltchinski, sorti du ministère (et remplacé naturellement par un autre Paltchinski, tout pareil), est « gratifié » par les capitalistes d'une sinécure comportant un traitement de 120 000 roubles par an, qu'est-ce donc que cela ? De la corruption directe ou indirecte ? Une alliance du gouvernement avec les syndicats capitalistes, ou des relations amicales ? Quel rôle jouent les Tchernov et les Tsérétéli, les Avksentiev et les Skobélev ? Sont-ils les alliés « directs » ou seulement indirects des millionnaires dilapidateurs des deniers publics ?

La toute-puissance de la « richesse » est plus sûre en république démocratique, parce qu'elle ne dépend pas des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. **La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme ; aussi bien le Capital, après s'en être emparé (par l'entremise des Paltchinski, Tchernov, Tsérétéli et Cie), assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par aucun changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise.**

Il faut noter encore qu'Engels est tout à fait catégorique lorsqu'il qualifie le suffrage universel d'instrument de domination de la bourgeoisie. Le suffrage universel, dit-il, tenant manifestement compte de la longue expérience de la social-démocratie allemande, est :

« ... l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'Etat actuel. »

Bob l'éponge (20 mars 2010 @00h48) :

[suite et fin, désolé d'avoir été aussi long mais je pense que ça vaut vraiment le coup]

Les démocrates petits-bourgeois tels que nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks, de même que leurs frères jumeaux, tous les social-chauvins et opportunistes de l'Europe occidentale, attendent précisément quelque chose « de plus » du suffrage universel. **Ils partagent eux-mêmes et inculquent au peuple cette idée fausse que le suffrage universel, « dans l'Etat actuel », est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement.**

Nous ne pouvons ici que relever cette idée fausse, en indiquant simplement que la déclaration absolument claire, précise et concrète d'Engels est altérée à chaque instant dans la propagande et l'agitation des partis socialistes « officiels » (c'est-à-dire opportunistes). La suite de notre exposé des vues de Marx et d'Engels sur l'Etat « actuel » explique en détail toute la fausseté de la conception que réfute ici Engels.

Voici en quels termes celui-ci donne, dans son ouvrage le plus populaire, le résumé d'ensemble de ses conceptions :

« L'Etat n'existe donc pas de toute éternité. Il y a eu des sociétés qui se sont tirées d'affaire sans lui, qui n'avaient aucune idée de l'Etat et du pouvoir d'Etat. **A un certain stade du développement économique, qui était nécessairement lié à la division de la so-**

ciété en classes, cette division fit de l'Etat une nécessité. Nous nous rapprochons maintenant à pas rapide d'un stade de développement de la production dans lequel l'existence de ces classes a non seulement cessé d'être une nécessité, mais devient un obstacle positif à la production. Ces classes tomberont aussi inévitablement qu'elles ont surgi autrefois. L'Etat tombe inévitablement avec elles. **La société, qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, reléguera toute la machine de l'Etat là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze. »**

On ne rencontre pas souvent cette citation dans la littérature de propagande et d'agitation de la social-démocratie contemporaine. Mais, même lorsqu'elle se rencontre, on la reproduit le plus souvent comme si l'on voulait s'incliner devant une icône, c'est-à-dire rendre officiellement hommage à Engels, sans le moindre effort de réflexion sur l'étendue et la profondeur de la révolution qu'implique cette « relégation de toute la machine de l'Etat au musée des antiquités ». La plupart du temps, il ne semble même pas que l'on comprenne ce qu'Engels veut dire par machine de l'Etat."

- LENINE, L'ETAT ET LA REVOLUTION, Chap1, Para3

---

betov (20 mars 2010 @09h03) :

Supposons que l'abstention aille à 99% Bob. En quoi cela gênerait-il l'UMPS pour gouverner, et en quoi cela préluderait-il à une dilution de l'état ? On peut vivre sans eux ? Soit. Mais le problème est qu'il peuvent vivre sans nous.

Il en va de tes (excuse moi, mais je ne vouvoie pas facilement sur internet) réflexions comme de l'autarcie. Les deux ne partent pas de la situation existante et ne prennent pas en compte l'aspect imperturbable des structures sociales. Les états sont les résultats de millénaires de guerres. Quand les USA se seront écroulés, s'il ne parviennent pas à déclencher une troisième guerre mondiale et qu'un monde multi-polaire se met en place (beaucoup de « si »), les états et le capitalisme seront enfin stabilisés. Remettre en cause la notion même d'état et de capitalisme me semble être une inutile relance de la machinerie de dominance sociale.

Il existe de multiples exemples d'extractions réussies du capitalisme et de l'état, qui vont du communautarisme au logiciel libre en passant par par l'info partagée ou, pourquoi pas, le jardinage bio. Ce ne sont pas ces tentatives, si louables soient-elles qui vont mettre ni l'état ni le capitalisme à bas, à mon humble avis.

J'ai conscience d'être tout petit et de jouer avec les cartes biseautées qu'on me donne, mais je n'ai pas d'espoir que le fait de refuser de jouer puisse changer le jeux. Les jeunes gens que je connais et qui ne votent pas seraient bien les premiers à tomber sous le coup de tes objections, que ce soit au niveau de la surconsommation, de l'absence d'intérêt pour la chose publique, ou de la soumission aveugle aux divers conditionnements de l'idéologie ambiante.

PS. Pas besoin d'aller si avant dans l'histoire et de citer Engels. Le Code d'Hammourabi (quatre millénaires plus tôt), titrait déjà « faire en sorte que le fort n'opprime pas le faible » (tout en listant l'exact contraire, dans un impressionnant déferlement de dominance sociale) :

http://www.micheline.ca/doc--1730-hammourabi.htm

Bob l'éponge (20 mars 2010 @10h52) :

>>Supposons que l'abstention aille à 99% Bob. En quoi cela gênerait-il l'UMPS pour gouverner, et en quoi cela préluderait-il à une dilution de l'état ?

Le jour où l'abstention sera à ce niveau, le peuple aura, dans son ensemble, une véritable conscience de classe et se sera enfin unifié (et sa force est dans l'unité) et je peux vous assurer qu'à ce moment là il n'y aura plus d'UMPS (aux goudrons et aux plumes, ou au bagne les voleurs).

>>On peut vivre sans eux ? Soit. Mais le problème est qu'il peuvent vivre sans nous.

Ils peuvent vivre sans vous ou sans moi mais pas sans 99% de la population (c'est la population qui leur fournit leurs salaires, leurs chauffeurs, leurs flics etc...)

>>Il en va de tes (excuse moi, mais je ne vouvoie pas facilement sur internet) réflexions comme de l'autarcie.

Houla ! Qu'on ne se méprenne pas ! Je ne prône nullement l'autarcie ou l'anarchisme (j'essaie d'avoir des arguments cohérents, j'ai parfaitement conscience que l'anarchisme n'est pas une solution, Marx avait bien remarqué qu'un monde constitué de multiples communautés anarchistes était le plus sûr moyen pour un retour au capitalisme), non la solution passera par l'internationalisme (d'ailleurs le concept de nations ou d'états est déjà dépassé mais nous n'en avons pas encore pris conscience, la crise est globale et, merci à lui sur ce coup, les particularismes culturels sont peu à peu annihilés par les lois du marché) et la centralisation. J'ai aussi conscience que ça peut vous effrayer un peu et que vous y voyiez une « machinerie de dominance sociale » (et là on peut dire merci à l'entreprise ultra efficace de propagande capitaliste pour avoir assimilé Stalinisme, Chavisme, Castrisme ou encore la politique en Corée du Nord à du communisme). Mais là chose est possible (et doit être possible, mécaniquement, sinon, avec les moyens de destruction dont nous disposons à ce moment de notre évolution, c'est la barbarie qui nous guette avec la décadence et la fin annoncée du capitalisme), la Commune de Paris nous en a donné l'exemple (et comme le remarquait Howard Zinn, le jour ou un avion a volé sur 100m l'humanité savait qu'elle pourrait concevoir des engins volant qui serait capable de parcourir de bien plus grandes distances...la Commune a duré 2 mois, ce qui nous ouvre d'immenses perspectives).

>>J'ai conscience d'être tout petit et de jouer avec les cartes biseautées qu'on me donne, mais je n'ai pas d'espoir que le fait de refuser de jouer puisse changer le jeux.

[la suite...tout de suite ^^]

Bob l'éponge (20 mars 2010 @10h55) :

[suite et fin de ma réponse]

Justement, la solution passe nécessairement par l'unité et le nombre. Seuls, on ne peut rien faire et le vote (et toute la mécanique qui le sous temps), fait tout pour fractionner, atomiser la société (hop, tous les 2-3 ans on va voter, dissimulé dans l'isoloir et notre destin est pris en main. Quelle vaste fumisterie intellectuelle). Le vote démocratique, c'est un peu comme le statut de l'auto entrepreneur, des outils pour diviser, fractionner, la classe la plus exploitée (c'est à dire le peuple, l'immense majorité). Quand ce peuple aura pris conscience de ça (et ce n'est pas en allant voter, ou en appelant à aller voter, ce qui fait du NPA un parti capitaliste au fond) croyez moi, l'Histoire (avec un grand H) se mettra en branle, les associations, les cercles d'exploités organiseront des AG (plurisectoriels, car il en va de même des grèves corporatistes et atomisées que du vote ou de « l'auto entrepreneuriat » ; des outils pour divisés, pourquoi croyez-vous que la bête noire des syndicats ce soit la convergence des revendications sociales et des grèves ?) et les choses changeront par le bas (par la rue) et non par le haut (autant demander à Louis XIV de se couper la tête lui même).

L'abstention n'est pas la solution, la solution c'est le refus de jouer le jeu du système (capitalisme) et la prise en main de sa vie (en passant par un combat continu, le militantisme ou la participation à des associations sociales et politiques et non pas un vote tous les 3ans).

PS : >>Pas besoin d'aller si avant dans l'histoire et de citer Engels.

ARf, c'est bien la peine que je cite Engels si on ne le comprend pas. Engels explique justement comment et pourquoi se forme l'Etat et quel est sa véritable fin (dans le sens but). Ca explique justement pourquoi : >>tout en listant l'exact contraire, dans un impressionnant déferlement de dominance sociale

---

betov (20 mars 2010 @12h10) :

« La solution passe nécessairement par l'unité et le nombre... la solution c'est le refus de jouer le jeu du système... la prise en main de sa vie... par ... le militantisme ou la participation à des associations sociales et politiques ».

Après 68, je faisait partie de ces jeunes idiots qui sont partis syndicaliser les entreprises, avec en tête, l'idée absurde que l'arrivée de la gauche au pouvoir permettrait aux comités d'entreprises de virer les patrons.

Bonne chance.

Une fois en retraite, j'ai consacré dix années de ma vie à la programmation GPL, en espérant voir de mon vivant MicroSoft laminé par le gratuit.

Bonne chance.

Ceci dit, restera à expliquer comment le « John à la charrue » peut éviter de se faire décapiter par le « John à l'épée » en détournant la tête. « Cours camarade... » qu'ils disaient... pendant qu'un Cohn Bendit agitait son leadership obscène devant les caméras des télévisions.

René (20 mars 2010 @12h40) :

Mais pourquoi donc les entreprises courent-elles dans un coupe gorge ? Car n'affirment-elle pas que l'introduction en bourse est pour elles un grand moment d'enthousiasme ! Or, s'il est bien vrai que la bourse est faite pour les dépouiller, elles doivent bien en avoir une expérience concrète. Aller en bourse ne relève donc pas du choix, mais de la contrainte. Qui contraint et pourquoi ? Au temps où le Comité des Forges formait le directoire de la Banque de France, c'est-à-dire quand la bourse n'avait pas de poids économique sensible, le profit capitaliste arrivait tout naturellement dans les mains des propriétaires des usines. Ce capitalisme là est assez sensible à la conjoncture et au rapport de force, pour la bonne raison qu'il y est directement exposé ! Dans les années 70, le capital financier gagne la bataille. Progressivement, l'usine n'est plus dirigée par son propriétaire mais par un lieutenant quelque part en Chine ou en Inde. C'est la mondialisation, l'Europe et le libre-échange. Le profit arrive en masse, et il faut bien le répartir, équitablement, entre membres de cette société étroite qu'est le capital financier. La Bourse est l'outil de cette répartition.

BA (20 mars 2010 @21h18) :

La Grèce, suite.

An insolvency mechanism should be set up for nations that are unable to manage their debts, Horst Koehler, Germany's president and a former head of the International Monetary Fund, said in an interview on Saturday.

Horst Koehler told Focus magazine there was now a need to develop procedures for overly indebted nations similar to those already in place for companies.

He said his suggestion was not aimed at Greece, which is battling to keep a crippling debt burden under control.

« It's possible that there are nations that won't be able to deal with their debt, » said Koehler, who headed the IMF until stepping down in 2004 to run for the largely ceremonial post of German President.

« That's why it's time to start thinking the unthinkable, » Koehler added. « We need an orderly insolvency process not only for companies but also for nations. »

There was a risk of chaos if a nation were to become insolvent. « That's why we needed an orderly process — so that everyone knows what the rules are. »

Greece's debts are nearing 120 percent of gross domestic product.

http://www.reuters.com/article/idUSTRE62J14D20100320

En clair : la Grèce fonce vers le défaut de paiement.

Pipas (21 mars 2010 @00h46) :

Le Monde, suite et fin

Dieu merci il n'y a pas que la Grèce qui fonce vers le défaut de paiement.http://www.letemps.ch/Page/Uuid/a79ab890-0a6b-11df-811c-d996489948b4/

À noter que le rapport de L'AIE pour 2010 sera encore plus rassurant que celui de 2009 ! C'est bien connu, tous les géologues vous le diront, l'énergie disponible augmente avec la demande. Donc pas de panique, la croissance arrive. Toutes les dettes seront remboursées une fois les Etats privatisés. Friedman sera canonisé par Jean-Paul III. Nous aimerons Friedman.

Bob l'éponge (21 mars 2010 @11h01) :

Une dernière pour Betov :

« l'idée absurde que l'arrivée de la gauche au pouvoir permettrait aux comités d'entreprises de virer les patrons. »

Arf, ça illustre parfaitement mes arguments. Et vous continuez de voter après ça.

« Après 68, je faisait partie de ces jeunes idiots qui sont partis syndicaliser les entreprises, avec en tête, »

Rearf, syndicats et partis politiques= même combat pro capitaliste et anti travailleurs. D'où la nécessité de discuter en associations et en cercles de réflexions, vous auriez pu rapidement apprendre ce B-A BA du marxisme et rapidement ne plus être un « jeune idiot ».

---

betov (21 mars 2010 @16h33) :

Bonne chance dans tes cercles de réflexions et associations, Bob. Quand vous aurez une idée de ce qu'il conviendrait de faire, en étudiant Engels, Marx, et tous les noircisseurs de papier, faites moi signe. J'espère que, dans vos cercles savants, vous parviendrez à définir des positions qui « passent nécessairement par l'unité et le nombre », pour reprendre tes mots, sans... voter. :))

Tiens, au fait... ici, c'est un mini, « cercle de réflexion », et j'ai proposé un concept simple, non coûteux, et que tout le monde peut comprendre, de :

* Musellement de la dominance sociale

* Par plafonnement des richesses (plafonnement des salaires, des fortunes personnelles, des marges bénéficiaires, ...).

* Grâce à un service qui existe : Le centre des impôts

* Sans changer ni de société ni de système.

Tu votes pour moi ? :=))

---

olmel (21 mars 2010 @18h59) :

Betov ; l'aigreur dans laquelle tu es me montres ce qu'il ne faut pas que je devienne. Moi, j'ai encore la force de militer (tu sais, dans la CIA, toi qui est du KGB) et je souhaite que malgré les coups, l'âge ne me fasse jamais devenir rouge brun... Que je n'ai jamais à renier mes combats d'avant par un vote honteux.

Pipas (21 mars 2010 @21h03) :

Radio Lordon

Intervention appréciable de l'auteur de ce blog chez Mermet sur http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1891

BA (21 mars 2010 @21h30) :

Le FMI va intervenir pour sauver la Grèce.

Petit à petit, l'idée fait son chemin dans les esprits : au sein de l'Europe, des voix s'élèvent pour que le Fonds monétaire international (FMI) intervienne dans la crise que traverse la Grèce, bientôt prise à la gorge par un besoin de refinancement de 20 milliards d'euros d'ici à mai.

Les cris d'orfraies de certains Européens, qui écartaient comme une humiliation l'hypothèse d'un sauvetage d'Athènes par l'institution de Bretton Woods, ont commencé à se dissiper. Et les regards se tournent vers Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, prêt à endosser le costume du sauveur de la Grèce et par la même occasion de la zone euro aujourd'hui tirée à hue et à dia, et cela à deux ans des présidentielles françaises.

L'Allemagne a ouvert la voie vendredi matin : « Au cas où il faudrait en venir (à une aide à la Grèce), le gouvernement allemand n'exclut pas le recours aux ressources du Fonds monétaire international", a indiqué Ulrich Wilhelm, porte-parole du gouvernement, as-surant que l'Allemagne coordonnerait sa position avec celles de ses partenaires européens.

Dans le sillage de Berlin, le président de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso, puis la Finlande ont exprimé leur appui à une intervention du FMI dans le dossier grec. « Ce n'est pas une question de prestige, mais de considérer ce qui serait le meilleur moyen de répondre » à la situation grecque, a expliqué le patron de la Commission.

Les Pays Bas, la Suède, le Royaume Uni et même l'Italie ont dit envisager la possibilité d'un recours au FMI pour la Grèce.

A ce rythme, la France risque de rester l'ultime bastion opposé à l'entrée en scène du FMI.

http://www.latribune.fr/journal/edition-du-2003/politique-internationale/388334/dominique-strauss-kahn-appele-a-la-rescousse-de-la-grece.html

---

Bob l'éponge (22 mars 2010 @00h26) :

>> * Grâce à un service qui existe : Le centre des impôts * Sans changer ni de société ni de système.

Hélas, comme je vous l'ai mainte fois expliqué (arguments à l'appui), la mécanique même du système que vous défendez va contre les valeurs que vous voulez voir appliquer. On ne coupe pas un morceau de viande avec une fourchette. La fourchette n'est pas construite pour ça, elle n'a pas cette « fin » en soi, et vous aurez beau vous obstinez, en essayant de la limer ou en vous excitant sur la viande vous n'aurez que des résultats médiocres.

Au pire même (et c'est là que votre raisonnement devient dangereux), vous arriverez à faire de votre machine d'état une entreprise de capitalisme d'état digne de l'URSS. Car, et ce sera mon dernier mot, la fonction, la mécanique, le but de l'Etat n'est pas d'assurer le bien être et l'émancipation du peuple (hors propriétaires des appareils de production, cela va s'en dire car eux il en profite, et ce sont bien les seuls), sa fin est même l'exacte contraire.

---

betov (22 mars 2010 @08h19) :

« la mécanique même du système que vous défendez va contre les valeurs que vous voulez voir appliquer »

Ma proposition a ceci de particulier, qu'elle ne s'attaque ni ne dé-fend le système. Elle évite également toute manipulation des « valeurs » en prenant l'humain comme il est et les structures telles qu'elles sont, avec une modification minimale des règles du jeux.

« le but de l'Etat n'est pas d'assurer le bien être et l'émancipation du peuple »

L'état étant le résultat plus ou moins stabilisé de confrontations entre dominances régionales, je ne vois pas comment il pourrait avoir un « but ». Un état des lieux, un état de fait, n'a pas de but. Il est. Point.

« vous arriverez à faire de votre machine d'état une entreprise de capitalisme d'état digne de l'URSS »

Parce que le plafonnement des richesses ne laisserait pas d'autre choix que l'entreprise d'état ? Qu'elle idée ! Refuser que ce qui est manifestement collectif appartienne à un seul individu, ne signifie en rien que le collectif doive appartenir à l'état. Bien sûr, les grandes banques, grandes entreprises, systèmes de santé et d'enseignement doivent appartenir à l'état. On l'a déjà fait, ici même, et rien n'a été « digne de l'URSS ». De multiples solutions non étatiques existent pour la gestion et le financement des entreprises de tailles moyennes (SCOOPs, co-entreprises, co-propriétés, participations).

Tout cela est si simple et évident qu'une autre motivation que la logique, doit être mise à jour, dans les raisons qui font que la notion de « plafonnement des richesses » est rarement acceptée. Cette raison est parfaitement connue : En touchant au coeur réel des difficultés de développement de l'humanité, on touche à la dominance personnelle, et les dominants naturels n'aiment pas ça. L'égo, limité par un dispositif légal, se sentirait menacé dans ce qu'il a de plus précieux : Son désir de puissance.

Sur un autre Blog, un programmeur, m'a répondu que le programmeur de génie qui invente un programme capable de faire le travail de nombreuses personnes, méritait bien une récompense à la hauteur du gain de productivité. Ce qui m'a fait rire pendant un long moment. Ego, quand tu nous tiens...

Bob l'éponge (22 mars 2010 @10h53) :

>>L'état étant le résultat plus ou moins stabilisé de confrontations entre dominances régionales, je ne vois pas comment il pourrait avoir un « but ». Un état des lieux, un état de fait, n'a pas de but. Il est. Point.

Relisez attentivement l'extrait de Lénine que j'ai reproduit plus haut et comparer les constatations de Engels avec l'histoire de l'homme. Peut être que vous dépasserez votre opinion.

>>Cette raison est parfaitement connue : En touchant au coeur réel des difficultés de développement de l'humanité, on touche à la dominance personnelle, et les dominants naturels n'aiment pas ça. L'égo, limité par un dispositif légal, se sentirait menacé dans ce qu'il a de plus précieux : Son désir de puissance.

Mais je suis totalement d'accord avec vous sur ce point là (voir à ce sujet ma réponse à R.L, le 27 février à 01:42 ici http://blog.mondediplo.net/2010-02-17-Au-dela-de-la-Grece-deficits-dettes-et-monnaie#forum). Hélas, je ne pense pas que ce constat puisse être encré dans la conscience de chacun par le truchement de l'Etat (c'est ce qu'ont voulu croire une partie des russes au siècle dernier et le principe de réalité les a rattrapé de manière terrible, une aristocratie d'Etat encore plus puissante que celle que nous connaissons aujourd'hui émergerait et vous raterez votre but. Comment la masse de l'humanité peut-elle gagner une telle conscience quand les apparatchiks, donc l'Etat, font l'inverse de ce que les lois prônent ?). Je ne nie pas l'utilité de l'état dans la lutte qui nous préoccupe, mais il doit être utilisé de l'extérieur, par le peuple et son auto organisation (comme un « demi-état »...hélas mes arguments sur le sujet pourrait nous emmener trop loin) et surtout pas de l'intérieur (par le Parti des travailleurs comme il fut fait en russie) car l'outil se révèlerait, nécessairement, pire que le mal.

BA (22 mars 2010 @22h03) :

Qui veut l'intervention du FMI pour sauver la Grèce ?

Que donnent les derniers pointages, aujourd'hui, lundi 22 mars ?

1- La France est très hostile à une intervention du FMI pour sauver la Grèce.

Pourquoi ? Pour une raison noble ? Ou alors pour une raison politicienne ?

La raison noble : Nicolas Sarkozy est contre une intervention du FMI car il pense que les pays européens peuvent payer plusieurs dizaines de milliards d'euros pour sauver la Grèce du défaut de paiement.

Mais peut-être qu'il y a une raison bassement politicienne.

La raison politicienne : Nicolas Sarkozy est contre une intervention du FMI car cela ouvrirait un boulevard au patron du FMI pour l'élection présidentielle de mai 2012. Nicolas Sarkozy veut être ré-élu en mai 2012. Or, il est en train de battre des records d'impopularité. Sur ce point précis, tous les sondages concordent.

En revanche, le patron du FMI, Dominique Strauss Kahn, est la personnalité politique préférée des Français en mars 2010.

Dernière chose : si le FMI prêtait 54 milliards d'euros à la Grèce, Dominique Strauss Kahn serait perçu par l'opinion publique française comme l'homme qui a sauvé la Grèce de la faillite.

Et ça le placerait en position de force pour l'élection présidentielle de mai 2012. Nicolas Sarkozy ne veut surtout pas renforcer son futur rival.

2- Qui est favorable à une intervention du FMI pour sauver la Grèce ?

Réponse : Dominique Strauss Kahn, Jose Manuel Barroso, l'Allemagne, la Finlande, les Pays-Bas, la Suède, le Royaume-Uni, et l'Italie.

http://www.latribune.fr/journal/edition-du-2003/politique-internationale/388334/dominique-strauss-kahn-appele-a-la-rescousse-de-la-grece.html

---

lambda (23 mars 2010 @12h32) :

Ah ! Oui fermer la bourse... quel magnifique rêve. Demander aux puissances qui décident de nos vies de bien vouloir se saborder ? Il faudrait sans doute qu'on les y aide un peu, d'une main sans doute un peu... ferme. Dans mes rêves les plus fous j'imagine même un monde privé de la possibilité d'usure et de spéculation, un monde ou l'argent est rendu à sa fonction originelle, celle de monnaie d'échange, et ou donc ne subsiste qu'une seule classe sociale, celle des prolétaires... Peut-être même un monde où l'on cesse de regarder la richesse à travers le prisme bigleux de la monnaie ? De la folie ?

BA (24 mars 2010 @23h04) :

Officiel : le FMI va intervenir pour sauver la Grèce.

Grèce : la France accepte l'intervention du FMI.

C'est une concession majeure de Paris à Berlin pour arracher le feu vert d'Angela Merkel à un plan de soutien européen à Athènes de-main jeudi, à Bruxelles. Jamais depuis la naissance de la monnaie unique, le Fonds monétaire international, dont le siège est à Washington, n'était intervenu comme prêteur en dernier ressort dans un pays de la zone euro.

« Ce n'est pas souhaitable » a récemment déclaré Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE). « Recourir au FMI pour aider la Grèce serait un signe de faiblesse » a déclaré Patrick Devedjian, ministre de la relance.

La France qui considère traditionnellement le FMI comme une « antenne du Trésor américain » aurait préféré une solution « 100 % européenne » à la crise grecque. Le plan validé par l'Eurogroupe le 15 mars dernier ne faisait d'ailleurs pas appel au FMI. Mais l'instransigeance de Berlin, dont la position s'est durcie ces derniers jours, oblige Paris à composer.

Outre le FMI, la France serait prête à accepter que l'on renforce la discipline budgétaire européenne, en actionnant les articles du traité de Lisbonne prévoyant la suppression des droits de vote pour les pays n'obéissant pas aux règles budgétaires communes, voire l'expulsion d'un Etat membre. Autant de concessions ont fait dire à la presse allemande hier qu'Angela Merkel avait réussi à imposer ses vues aux dirigeants de la zone euro.

http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2010/03/24/04016-20100324ARTFIG00775-grece-la-france-accepte-l-intervention-du-fmi-.php

---

BA (25 mars 2010 @21h19) :

Grèce : l'Allemagne impose son plan.

Grèce : l'Allemagne impose son plan.

La pilule qui s'annonce est amère pour le premier ministre Papandréou. Il attendait de l'Europe qu'elle l'aide à se refinancer à moindre coût. Athènes doit trouver 15 milliards d'euros d'ici début mai et 50 milliards avant la fin de l'année. Les conditions posées par Angela Merkel font du soutien conjoint de l'Union Européenne et du FMI un recours très dissuasif.

La Grèce ne pourra y faire appel qu'en dernier ressort, en clair seulement si les seize pays de l'euro constatent - à l'unanimité selon Berlin - qu'elle ne peut pas se refinancer sur le marché.

Les crédits européens se feront « sans élement de subvention »

d'après Paris. Côté FMI, les taux paraissent plus attrayants. Mais ils relèguent la Grèce au rang de pays assisté. Ils passent aussi par une cure d'austérité supplémentaire qu'Athènes aurait du mal à faire passer face à la colère sociale.

Sur le fond, Angela Merkel semblait hier soir sur le point de dicter sa loi au reste de l'Union Européenne. A priori isolée dans son orthodoxie, l'Allemagne a démontré que rien ne peut se faire sans elle dans une Europe en crise. Inflexible, la chancelière a imposé son prix.

Nicolas Sarkozy, le patron de la BCE Jean-Claude Trichet, le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker, le chef de l'exécutif européen José Manuel Barroso, tous auraient préféré une solution européenne. Tous voyaient dans le recours au FMI une atteinte à la fierté européenne. Hier soir, la menace d'une débâcle sur l'euro ne leur a pas laissé le choix.

http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2010/03/25/04016-20100325ARTFIG00734-grece-l-allemagne-impose-son-plan-.php

---

Rafael da Silva Marques (25 mars 2010 @21h46) :

Je pense qui maintenant est necesaire la bourse. le problème est la exclusion social qui le marche financiere a mis le peuple du monde. Nous somme sur la globalization. le marche universal et mundial. Mais les travaillateus du monde son peuvres, ils ont perdu ses droits sociaux et sa vie. A la Amerique du Sud, nous sommes peuvres. Le salaire est 200 euros pour moi (Brésil). Et la bourse est universal.... la pauvreté est regionél.... la richese est regionel... la bourse donne la richese aux riches, exploite les pauvre du troisième monde (les pays periferiques - expressión de Boaventuda de Sousa Santos - sociologue portuguais). Est necessaire, au future, FERMER LA BOURSE et partager la richese entre les pauvres.

Lorie (25 mars 2010 @22h28) :

Le monde est gouverné par les actionnaires(=les rentiers)et les traders.Les hommes politiques sont des marionnettes manipulées par ces parasites.Biensur qu'il faut fermer la bourse,mais il faut la volonté de nos dirigeants et ça ce sera difficile à obtenir à moins d'une révolution.Que peuvent faire,à part ça,les pauvres manants,dont je fais partie ?Il ne nous reste que la révolte ou la mort !

BA (26 mars 2010 @23h00) :

Le FMI va prêter à la Grèce.

L'Allemagne a gagné sur tous les tableaux :

1- Le FMI va intervenir pour sauver la Grèce.

2- Une opération de sauvetage de la Grèce ne sera déclenchée qu'à l'unanimité des pays de la zone euro. Un seul pays pourra l'empêcher en votant contre.

3- Chaque Etat membre ne sera pas obligé d'accorder un prêt à la Grèce. Seul les Etats volontaires prêteront quelques milliards d'euros à la Grèce : ce ne sera pas obligatoire.

4- A partir de là, la répartition prévue ne pourra pas avoir lieu dans la réalité. Selon la répartition prévue par l'accord signé le jeudi 25 mars, deux tiers des prêts seront accordés par les Etats européens. Un tiers des prêts sera accordé par le FMI. Mais dans la réalité, quels seront les Etats européens volontaires pour prêter à la Grèce ? Tous les Etats européens sont endettés, et même surendettés.

5- En 2014, la dette publique de l'Allemagne sera de 91,4 % du PIB. La dette publique de la France sera de 95,5 % du PIB. La dette publique du Royaume-Uni sera de 99,7 % du PIB. La dette publique de la Belgique sera de 111,1 % du PIB. La dette publique de l'Italie sera de 132,2 % du PIB. La dette publique de la Grèce sera de 133,7 % du PIB (calculs du FMI).

http://www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2009/spn0921.pdf

Quel Etat européen pourra accorder un prêt à la Grèce ? Et, surtout, avec quel argent ?

Cela impliquerait qu'un Etat européen volontaire emprunte quelques milliards d'euros sur les marchés, et ensuite il les reprêterait à la Grèce !

Par exemple : la France a déjà une dette publique de 84 % du PIB aujourd'hui, soit 1 500 milliards d'euros. La France devrait donc s'endetter encore plus, pour pouvoir ensuite prêter à la Grèce, et la France ne serait même pas sûre d'être remboursée par la Grèce !

Conclusion : presque aucun Etat européen ne pourra prêter de l'argent à la Grèce. Seuls deux ou trois Etats européens accepteront de prêter à la Grèce. L'écrasante majorité des prêts sera fournie par le FMI.

La question n'est même plus de savoir si la zone euro va exploser.

La question est de savoir quand la zone euro va exploser.

Joe Liqueur (28 mars 2010 @07h16) :

@ Frédéric Lordon

J'avais lu avec intérêt votre papier dans le Diplo ; j'étais un peu dubitatif, mais je crois que vous allez finir par me convaincre.

J'adore vos réflexions sur la fuite des cerveaux et aussi la note finale… tellement juste et tellement cruelle ! A prendre au second degré toutefois car un de vos excellents confrères a achevé de me convaincre que le cas des partis « de gauche » était bien plus grave :

http://www.monde-diplomatique.fr/2009/04/RIMBERT/17031

Nos pitits oiseaux ont des heures de vol… Désormais ils planent à 30000 pieds au-dessus des Lordon, Sapir et autres Gréau, dans les hautes sphères de la « justice sociale », du « rassemblement de la gauche », du « ras-le-bol des Français », de la « lutte contre les discriminations » et autres pensées tellement nobles. Très loin de vos ignobles préoccupations macro-économiques.

BA (28 mars 2010 @22h17) :

Les Etats européens sont surendettés.

Cet accord signé le 25 mars 2010 est encore pire que ce que je pensais.

En réalité, cet accord n'impose strictement RIEN.

En réalité, cet accord n'impose aucun prêt de qui que ce soit.

En réalité, cet accord n'impose à personne de prêter quoi que ce soit.

En réalité, cet accord ne vise qu'à temporiser, qu'à gagner du temps.

C'est une tentative mensongère de faire croire aux marchés internationaux qu'en cas de problème, les Etats européens voleront au secours de la Grèce en lui prêtant des milliards d'euros.

C'est une tentative désespérée pour cacher l'horrible vérité aux marchés internationaux : les Etats européens sont surendettés. Les Etats européens n'ont pas les moyens de sauver la Grèce. Ils ne PEUVENT pas sauver la Grèce.

(Je ne parle même pas de plusieurs Etats européens tels que l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche, etc, qui, eux, ne VEULENT pas sauver la Grèce : plusieurs pays européens ne VEULENT pas sauver ceux qu'ils surnomment avec mépris « les cueilleurs d'olives »)

Lisez cet accord pipeau :

- observez notamment l'utilisation du conditionnel « seraient décidés »
- observez notamment cette expression hilarante « Nous nous attendons à ce que les États membres de la zone euro participent … »

« Ce mécanisme, complétant un financement du Fonds monétaire international, doit être considéré comme un dernier recours, ce qui signifie en particulier que le financement de marché est insuffisant. Les déboursements des prêts bilatéraux seraient décidés par les États membres de la zone euro à l'unanimité et soumis à de fortes conditionnalités, sur la base d'une évaluation menée par la Commission européenne et la BCE. Nous nous attendons à ce que les États membres de la zone euro participent au prorata de leur part au capital de la BCE. L'objectif de ce mécanisme ne sera pas de fournir un financement au taux moyen des emprunts des pays de la zone euro, mais comportera des incitations pour retourner vers des financements de marché le plus vite possible par une tarification adéquate du risque. Les taux d'intérêt seront non concessionnels, c'est-à-dire qu'ils ne contiendront aucun élément de subvention. »

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/113564.pdf

---

TacOTac (6 avril 2010 @06h24) :

J'affirme que la problématique de fermeture de la bourse en tant que telle est déplacée, simplement parce que ceux qui mènent le monde sont en réalité non pas les politiques mais les magnats financiers et que la nature tentaculaire du monde boursier et des institutions mondiales directement ou indirectement à son service (FED, banque mondiale, BCE mais aussi OMS, ONU, FDA, GIEC, Think Tanks en nombre, ...) rend un démantèlement de front de la bourse simplement impossible au niveau international en l'état actuel. Il faudra plutôt « détricoter » la relation de la Bourse avec les banques et les entreprises. Tout doit commencer donc par une reprise de pouvoir des politiques et cela viendra du peuple et de la citoyenneté en révolte qui mettra les politiques devant leurs responsabilités. Il faut pour cela un certain niveau de compétence des ci-toyens et une prise de conscience fine des états de fait.

- a ce sujet, je ne suis pas d'accord avec la dernière réponse de Frédéric Lordon, la gauche française qui se dessine avec le front de gauche me semble tout a fait crédible pour faire Front à la finance dévastatrice, avec un fondamentalisme sur les questions économiques et financières du même niveau que le NPA mais plus de pragmatisme et de propositions et également une promesse de rassemblement à gauche sans commune mesure. Pour s'en convaincre, on peut visionner sur Dailymotion les 6 vidéos de l'émission politique 17 h sur I - Télé d'Audrey Pulvar - où je trouve Monsieur Mélenchon convaincant sur ces sujets, par son volontarisme notamment et c'est le plus important. parenthèse sur le paysage politique français fermée - Ensuite, certains États, dont la France en 2012 je l'espère, par leur politique vis-à-vis des milieux financiers, principalement une politique fiscale mais aussi des textes de loi, doivent réussir à faire repartir l'économie réelle pour inspirer d'autres nations à infléchir également leur politique en faveur de l'économie réelle. C'est cela qui permettra de vider la Bourse progressivement de sa substance pour finir par lui offrir des obsèques joyeuses sans nostalgie. Dans un blog que j'ouvrirai prochainement, je détaillerai des propositions sur une liste de mesures à mettre en œuvre pour arriver à ce résultat, j'y travaille...

TacOTac (6 avril 2010 @06h25) :

Schématiquement, pour être concret et constructif, il faut sortir de l'Europe pour s'extraire du joug de la politique monétaire de la BCE au service exclusif des banques privées et des marchés financiers, redonner a l'État la possibilité d'émettre du crédit productif comme avant 1973 (loi Giscard) sans faire appel à des banques privées (oui, oui, le produit annuel de l'impôt sur le revenu français part en intérêts pour engraisser les magnats de nos grandes banques privées françaises, c'est simplement une aberration !) , faire valoir le franc sur un marché international des devises à taux de change fixe et non fixé par les marchés financiers, mettre les banques privées sous tutelle de l'État (la banque de France), séparer leurs activités de crédit productif-dépôt des activités sur les marchés financiers et, à terme, mettre en banqueroute organisée toutes les activités de spéculation comme l'a fait le célèbre auditeur financier Ferdinand Pecora aux Etats-Unis dans les années 1930. Crise similaire mais différente, remèdes en partie similaires… Bien sûr, dans un tel État, les métiers à l'honneur redeviennent ceux qui concourent et créent de la valeur physique, innovent et apportent à l'intérêt général en faisant progresser les monde, à savoir les politiques, les ingénieurs, les chercheurs, les enseignants et les agents du service public… Cet état devra laisser une place importante à l'initiative privée, aux brevets, à la concurrence du secteur privé, soit un capitalisme nouveau basé sur le progrès technologique et la création de valeur physique abandonnant la notion de prévalence du capital et de la spéculation. Rien à voir avec le communisme donc dans son acception historique, car la réaction des libéralistes acharnés sera de faire cette réponse, c'est du manichéisme intéressé faisant jouer des peurs liées à l'histoire… Le dernier volet doit consister à séparer les entreprises et les industries du milieu boursier, en favorisant la non-cotation des multinationales dont le siège est en France par une politique fiscale ad hoc. Pour les TPE et PME / PMI nationales, le problème sera moins complexe mais une politique fiscale devra encourager également les sociétés à ne pas entrer en Bourse ; les outils technico-législatifs sont nombreux dans ce domaine... Cette politique ne sera pas sans poser des problèmes importants, notamment financiers, avec des capacités de financement moins importantes des banques, mais en dehors de l'Europe, les règles prudentielles du milieu bancaire européen (exit les BALE II, BALE III bientôt, Solvency II) pourront être revues par le gouvernement de façon raisonnable pour servir l'économie réelle et l'investissement productif, notamment la notion de risque et les niveaux de risque...

TacOTac (6 avril 2010 @06h25) :

Ce genre de politique sera à même de faire redémarrer l'économie réelle en la couplant avec une politique de protectionnisme fiscal aux frontières françaises pour éviter le dumping social, ce qui nécessite de maintenir et d'élever l'excellence française dans les domaines industriel, technologique et scientifique pour accroitre notre avantage compétitif... Sans compter que la politique fiscale rapportera dans un premier temps des revenus très importants à l'état, le temps que les mentalités changent et/ou que la dissuasion opère. Les revenus de la croissance de l'économie réelle prendront alors le relais. Une économie française qui redémarrerait ainsi ne manquerait pas d'inspirer d'autres pays, et c'est ce processus de court-circuit de la Bourse, au niveau international, qui mènerait à sa mort, à sa fermeture naturelle... Mais rappelons-nous, le départ, c'est une prise en main de la politique par le citoyen responsable et compétent (connaitre les modalités d'un programme politique qu'il souhaite) pour amener au pouvoir des gens de bonne volonté qui leur rendront des comptes dans le sens de l'intérêt général. Ce qui manque, c'est des couilles. Chez le citoyen d'abord puis le politique. Ensuite, puisque des gens compétents, imaginatifs et culti-vés ne manquent pas, le reste suivra. C'est de la technique...

matthieu (2 octobre 2010 @15h29) :

le rôle de la bourse

je trouve dans les commentaires que beaucoup critiquent ce système, sans vraiment définir le rôle qui lui donnent.

pour moi la bourse est un pilier du système capitalisme. en voici ma définition lorsqu' un entrepreneur souhaite se dévellopper, il fait appel aux services d'une banque. Cette banque estime qu'il y'a des risques. elle décide de partager le risque. comment ? en divisant la société en parts égales (= des actions) et en divisant d'autant le risque qu'il y'a d'action.

j'encourage d'ailleurs tout les détracteurs de ce système de prendre ce genre de risque pour des proches, des voisins, des enfants ; personne ne prend le risque de prêter ; on préfère les banques ! A qui la faute alors !

(la suite un peu au sujet) Par contre je reconnais que ce système possède de nombreuses dérives ; vive le courage politique qui tuera les paradis fiscaux !

Matthieu, 28ans

Cheps (1er novembre 2010 @10h49) :

Bonjour Matthieu,

Vous avez raison, la Bourse a une fonction majeure et elle fut un acteur singulier du développement de l humanité en drainant l'épargne en des fleuves bâtisseurs ! Ce site que j adore visiter pour

en rire, tant il est drôle, ne rassure pas sur la pertinence des crédits attribués au CNRS, mais laissons ça c est autre chose, on entretien bien des zoos !

En revanche la Bourse a évolué et je pense qu'elle va évoluer encore, car c'est l'avantage du libéralisme que de muer sans la contrainte d' intellos enfermés dans des dogmes historiques et par construction incapables d imaginer l avenir. D' ailleurs l avenir ne s imagine pas il se découvre !

Je crois donc que le marché action n'a plus d autre utilité que celle de plumer des gogos, et les gogos finiront bien par s'en rendre compte. Une des principales vertus des actions est celle de la fluidité de la transmission, de la fusion d'une entreprise avec une autre etc... Toutes choses qui désormais se traitent plus souvent dans les bureaux discrets de banques d' affaires, qu'à la corbeille !

En revanche, je crois au développement d'un marché obligataire institutionnel auquel les épargnants pourraient apporter leur contribution à un projet défini dans ses aspects rémunérateurs mais aussi sociétaux. Ça viendra !

Mais je suis convaincu que le marché action s éteindra s'il est nuisible, je n aime pas l'idée que des gens comme Lordon s'imaginent connaitre la séquence intégrale du millier de décisions qu'il faudrait prendre pour rendre l économie vertueuse pour tous. Sans compter les incohérences hyperstatiques auxquelles l'économie administrée arrive fatalement, à commencer par le blogueur qui vous précédait, et qui indiquait non sans saveur, que le manque de couilles était le principal obstacle à la fermeture des bourses !

Bonne journée !

---

kivepe (3 février 2011 @17h32) :

La bourse : le bonneteau électronique mondial

Le marché boursier actuel est la version électronique du jeu de Bonneteau qui s'exécute en temps réel sur l'ensemble de la planète.

Il a de similaire au Bonneteau traditionnel qu'il a :
- ses manipulateurs,
- plusieurs compères,
- des badauds naïfs et joueurs,
- une rapidité d'exécution,
- des règles apparentes qui sont transgressées sans pouvoir être contrôlées,

- une analyse du public qui est faussée.

Ceux qui gagnent de façon certaine et importante à ce jeu de bonneteau électronique, ce ne sont pas les joueurs mais les professionnels qui savent manipuler le jeu et les compères qui bernent les joueurs et les badauds naïfs.

nobleza (28 juillet 2011 @14h32) :

bonjour, intéressant tout ça ! si les entreprises n'avaient pas intêrét à la bourse, elles ne vienderaient jamais. l'argent qu'elles payent aux actionnaires est certainement moins important que la contrepartie des emprunts bancaires, qu'on nommes intêréts. n'oubliez pas la pub gratuite !!! et la notoriété. enfin, pour un financement équilibré, il faut bien les deux : le financement direct et le financement bancaire.

REDERIC (25 juillet 2015 @17h36) :

Il faut réformer la Bourse qui ne doit plus être un casino

Non, il ne faut pas fermer la bourse, mais lui rendre l'utilité de ses débuts. La bourse doit être un moyen de financer et développer les entreprises, pas un casino géant plein de tricheurs qui comptent les cartes, comme c'est maintenant le cas.

Supprimer la spéculation à la hausse et à la baisse : quand on achète des actions, on doit les garder au minimum 6 mois.

Avoir seulement 1 cours par jour.

Jouer avec de l'argent n'a aucune utilité pour l'homme et pour la terre. Ce qui compte c'est créer des biens et des services pour le bien de la planète et le bien-être de l'homme.

À LA « UNE »

Comment je suis devenue capitaliste

Maëlle Mariette, août 2026

C'est une histoire brillante mais vraie. Celle de Léna, une Française installée en Bolivie qui importe des bijoux chinois estampillés « Chic Paris ». On la suit des trottoirs du marché d'El Alto aux allées de la Foire de Canton. Sur TikTok, en boîte de nuit, jusqu'aux entrepôts à conteneurs du port de Shenzhen. C'est une histoire vraie, mais extravagante, qui raconte la mondialisation par le bas. →

Innover sans les marchés, ou l'IA autrement

blogs • Frédéric Lordon, 31 juillet 2026

Fascisme en France, le grand malentendu

Benoît Bréville & Pierre Rimbert, août 2026

Mahmoud Darwich par lui-même

Mahmoud Darwich, août 2026

En kiosques : **août** 2026

Fascisme en **France**, le grand **malentendu** ; « **Breaking Bad** » en **Europe centrale** ; comment je suis **devenue capitaliste** ; Cette **opiniâtreté** qui a vaincu **Total** ; **Roger Vailland** : « Nous n'épargnerions plus **Céline** » ; et le monde se **souleva** au nom de **l'Éthiopie** ; la **révolution cubaine** convertie de force à la **libre entreprise** ; **Mahmoud Darwich** par lui-même ; **géopolitique** des **hôtels de luxe** ; des **chamanes** pour **réparer** les **gens** ; petite **histoire** (concrète) des **affiches politiques** ; la **gauche** et **l'intelligence artificielle** ; les **assureurs fuient** le **risque climatique** ; **pourquoi** défendre le **patrimoine** ? **L'élection** qui faillit changer « **Le Monde** » ; au début du xxe siècle, les **pionniers** de la **libération des corps** en **Allemagne** ; no **pasarán** ? **l'univers** enchanté des **coupe-files** (…)

« Breaking Bad » en Europe centrale

Prune Antoine, août 2026

La drogue, miroir déformant des sociétés ? La méthamphétamine qui gangrène la Mitteleuropa n'ouvre pas les portes d'autres mondes possibles mais aide à supporter les cadences à l'usine, à oublier la dureté du présent, à repousser un avenir sinistre. Dans des zones frontalières, les laboratoires clandestins éclosent partout, la production se professionnalise et profite du grand marché européen. →

Géopolitique des hôtels de luxe

Lindita Çela & Tristan Coloma, août 2026

Des chamanes pour réparer les gens

Emil Pacha Valencia, août 2026

La gauche et l'intelligence artificielle

Evgeny Morozov, août 2026

Petite histoire (concrète) des affiches politiques

Jil Daniel, août 2026

Cette opiniâtreté qui a vaincu Total

Alain Deneault, août 2026

Ne plus trembler

août 2026

La forêt française, un bien commun en danger

Pierre Puchot, mai 2024

L'univers enchanté des coupe-files

Élisa Perrigueur, août 2026

La soumission de l'imaginaire

MdV• Evelyne Pieiller, août-septembre 2026

Âge liminaire

MdV • Antoine Maillard, août-septembre 2026

Canada – États-Unis – Mexique : les revers de la frontière

LA VALISE DIPLOMATIQUE • 17 juillet 2026

IA krach ?

BLOGS • Frédéric Lordon, 1er juillet 2026

Joseph Algazy, 1938-2026

OCTOBRE 2005

Défoncer la finance néolibérale : fermer la Bourse

BLOGS • Frédéric Lordon, 22 juin 2026

La Colombie restera-t-elle dans le camp progressiste ?

LA VALISE DIPLOMATIQUE • 19 juin 2026

Alan Greenspan, cerbère de l'ordre

monétaire

MdV • Anne-Cécile Robert & Ibrahim Warde, décembre 2008 - janvier 2009

EN KIOSQUES

DOSSIER INTERNET À QUI PROFITE LA CLIM ?

Dispersion, résistance et espoirs des exilés palestiniens

Nadine Picaudou, juillet 1992

La revendication culturelle des Berbères de Grande-Kabylie

Yves Lacoste & Camille Lacoste-Dujardin, décembre 1980

Eurosatory : cachez ces armes israéliennes…

blogs • Philippe Leymarie, 9 juin 2026

La délation ordinaire

blogs • Christophe Goby, 30 juin 2026

SUR NOTRE ÉDITION ANGLAISE

Washington's stranglehold on Yemen

English edition • Joy Gordon & Kiku Mizuno, 16 July 2026

→

Défoncer la finance néolibérale : actions et actionnaires

blogs • Frédéric Lordon, 11 juin 2026

Défoncer la finance néolibérale : principes et méthodes

BLOGS • Frédéric Lordon, 26 mai 2026

Défoncer la finance néolibérale : banques, crédit, dette

BLOGS • Frédéric Lordon, 4 juin 2026

Politique de la crise financière : une fenêtre historique

BLOGS • Frédéric Lordon, 20 mai 2026

Les trahisons de M. Starmer n'ont pas tué la gauche britannique

Owen Jones, avril 2026

Ces « terroristes » britanniques qui soutiennent la Palestine

Rayan Freschi & Mathieu Rigouste, janvier 2026